

Paris, le 8 décembre 2024

## **IMPOSONS UN CHANGEMENT DE CAP ÉCOLOGIQUE ET SOCIAL !**

La grève du 5 décembre a été majoritaire dans notre secteur, l'Éducation nationale. Cette réussite met au jour le rejet massif des personnels de la politique d'Emmanuel Macron : réforme des retraites, casse des services publics, précarisation des agents publics, réformes de tri social pour l'école...

La chute du gouvernement Barnier résulte des dénis de démocratie successifs de la macronie, qui a choisi d'imposer à coups de 49.3 sa politique libérale et réactionnaire et de gouverner avec les perdants des législatives et le soutien de l'extrême droite.

Or Emmanuel Macron refuse encore de satisfaire aux revendications qui se sont exprimées à de multiples reprises dans les mobilisations, dans les urnes, et de nouveau le 5 décembre : revalorisation des salaires, abrogation de la réforme des retraites, défense du statut de fonctionnaire, défense des services publics, défense des salarié-es contre les plans de licenciements, reconversion écologique et lutte contre les inégalités...

Ses dénis de démocratie et le refus de répondre aux urgences sociales et écologiques constituent un terreau favorable à la conquête du pouvoir par l'extrême droite.

Dans le même temps, 300 000 emplois sont menacés par des plans de licenciements. Pourtant, l'État arrose d'argent public (260,4 milliards d'euros en juillet 2023) les entreprises qui licencient et délocalisent. Ces licenciements massifs entraînent des conséquences sociales graves, ils vont encore précariser l'ensemble de la population, fragiliser le lien social et mettre en tension les services publics, y compris l'école.

Macron est largement affaibli, le mouvement social a le pouvoir d'imposer un véritable changement politique pour l'école, pour les services publics mais aussi pour la sauvegarde et la reconversion écologique des emplois.

**C'est pourquoi SUD éducation appelle les personnels de l'Éducation nationale à se réunir pour débattre des suites du 5 décembre et à rejoindre l'appel intersyndical de la CGT, FSU et Solidaires aux agent-es publics à se mobiliser lors d'une semaine d'actions sectorielles et territoriales, de rassemblements, et d'expression revendicative, à compter du 9 décembre, avec un temps fort pouvant aller jusqu'à la grève le jeudi 12 décembre pour converger avec les salarié-es du privé mobilisé-es contre les plans de licenciement.**